

MAIRIE DE  
BUCHY



**ARRETE**  
**ACCORDANT UN PERMIS D'AMENAGER**  
**AU NOM DE LA COMMUNE**

DESCRIPTION DE LA DEMANDE	
<b>Dossier déposé le 10 juillet 2018 complété le 12 septembre 2018</b>	
<b>Par :</b>	France Europe Immobilier Représentée par Monsieur LEFEBVRE Paul
<b>Demeurant à :</b>	61 rue des pépinières 76230 ISNEAUVILLE
<b>Pour :</b>	Création d'un lotissement de quinze lots à bâtir
<b>Sur un terrain sis à :</b>	Rue du besle Cadastré : B 188 189 190

référence dossier
N° PA 076 146 18 B0004

**Le Maire,**

Vu le Code de l'Urbanisme,

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 27/04/2009, modifié le 13/02/2018,

Vu le règlement y afférent et notamment celui de la zone 1AU,

Vu la demande de permis d'aménager présentée le 10 juillet 2018 par France Europe Immobilier, représentée par Paul Lefebvre,

Vu l'objet de la demande :

- pour créer un lotissement de 15 lots à bâtir,
- sur un terrain situé rue du besle à BUCHY (76750)

Vu l'attestation du Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable et d'Assainissement (SIAEPA) de la Région de Sigy en Bray en date du 25 septembre 2018, s'engageant à réaliser les travaux d'extension du réseau d'assainissement dans un délai de six mois, conformément aux dispositions de l'article L 111-11 du code de l'urbanisme.

Vu l'accord du demandeur en date du 27 septembre 2018 de prendre en charge le raccordement individuel aux réseaux d'eau et d'électricité en application du 4<sup>ème</sup> alinéa de l'article L 332-15 du code de l'urbanisme,

Vu l'avis favorable avec prescriptions du syndicat mixte du bassin versant de l'Andelle en date du 20 septembre 2018,

Vu l'avis favorable sous réserve du Service Départemental d'Incendie et de Secours en date du 9 août 2018,

Vu l'avis de la Direction Régionale des Affaires Culturelles – service régional de l'archéologie - en date du 18 juillet 2018,

Vu l'engagement du lotisseur que sera constituée une association syndicale des acquéreurs de lots conformément aux dispositions de l'article R 442-7 du code de l'urbanisme,

Considérant que le projet objet de la demande consiste en la réalisation d'un lotissement de 15 parcelles à bâtir sur un terrain d'une superficie de 10 105 m<sup>2</sup>, conformément aux documents suivants annexés au présent arrêté :

- ↳ Plan de situation
- ↳ Notice descriptive
- ↳ Plan de l'état actuel
- ↳ Plan de composition – document graphique
- ↳ Plan coupe
- ↳ Programme des travaux
- ↳ Plans des travaux
- ↳ Règlement écrit
- ↳ Note technique – gestion des eaux pluviales

## **ARRÊTE**

### **Article 1**

Le permis d'aménager est ACCORDE sous réserve de respecter les prescriptions mentionnées aux articles suivants :

### **Article 2**

La surface de plancher maximale dont la construction est autorisée dans l'ensemble du lotissement est de 4 500 m<sup>2</sup>, répartie conformément au tableau annexé au règlement écrit.

### **Article 3**

L'édification des constructions sera subordonnée au respect des règles d'urbanisme applicables sur le territoire de la commune de BUCHY. Outre ces dispositions d'urbanisme, les constructions devront se conformer à toutes celles contenues dans les documents annexés au présent arrêté.

### **Article 4**

Conformément aux dispositions de l'article R 424-17 du code de l'urbanisme, les travaux d'aménagement dont la réalisation est définie dans le programme des travaux annexé au présent arrêté devront être commencés dans un délai de trois ans à compter de la notification du présent arrêté.

A défaut, le présent arrêté sera caduc. Il en sera de même si passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année.

### **Article 5**

Le raccordement des réseaux eau et électricité sera à la charge du bénéficiaire de la présente autorisation et réalisé dans les conditions définies par l'autorité organisatrice du service public de l'eau et de l'électricité. Ces réseaux seront dimensionnés pour correspondre exclusivement aux besoins du projet et ne sont pas destinés à desservir d'autres constructions existantes ou futures.

### **Article 6**

En application de l'article R 442-18a, aucun permis de construire ne pourra être accordé avant achèvement des travaux d'aménagement du lotissement constaté conformément aux articles R 462-1 à R 462-10 du code de l'urbanisme :

En fin de travaux, une DAACT finale sera transmise à la mairie. Les permis de construire pourront alors être délivrés.

### Article 7

Les eaux de ruissellement des surfaces imperméabilisées privatives (toitures, terrasse, allées...) seront gérées par le bassin de rétention de l'opération.

Les futurs acquéreurs devront obligatoirement se raccorder à la boîte de branchement pluviale en attente au niveau de chacun des lots.

### Article 8

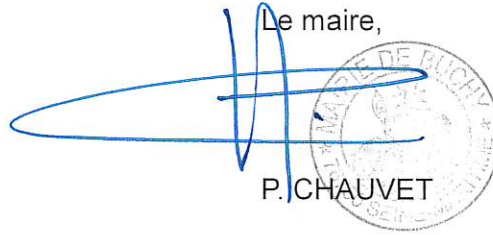
Le présent arrêté sera publié au bureau des hypothèques aux frais du lotisseur par les soins du notaire chargé de la vente des lots.

### Article 9

Les droits des tiers sont expressément réservés.

A BUCHY, le 27/09/2018

Le maire,



P. CHAUVET

NOTA BENE : Le présent permis ne vaut pas autorisation au titre de la loi sur l'eau n° 92.3 du 3 janvier 1992. Il appartient au pétitionnaire de se conformer aux prescriptions émises par le bureau de la police de l'eau le cas échéant.

L'attention du demandeur est attirée sur le fait que les travaux ne pourront démarrer tant que le dossier portant sur la loi sur l'eau ne sera pas validé.

Le futur accès au lotissement fera l'objet d'une permission de voirie sollicitée et obtenue auprès de la commune de BUCHY.

*La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.*

---

### INFORMATIONS - À LIRE ATTENTIVEMENT

---

**Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification.** A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

**Durée de validité du permis :**

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 3 ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée pour une année si les prescriptions d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

**Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :**

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux.

**Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :**

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

**L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers :** elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.